

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# ETATS ET GROUPES ARMÉS NON ETATIQUES AU MOYEN-ORIENT (2011- 2018)

PAR

JULIEN THÉRON (\*)

Si le phénomène de groupes armés non étatiques est un corollaire historique du Moyen-Orient, la période des années 2010 aura été particulièrement faste pour leur développement. Plusieurs périodes ont été propices à leur émergence : la guerre civile iraquienne des années 2000, la révolution syrienne, la progression de l'Etat islamique en Iraq ou encore la reprise de la belligérance turco-kurde.

L'énigme que représentent ces groupes induit une interrogation étrangement assez peu traitée, à savoir la raison pour laquelle cette région est marquée par ce phénomène avec une telle ampleur. Pour saisir cette complexité, il est nécessaire de déconstruire le théâtre géopolitique régional, tissu complexe tressé par les réseaux des groupes armés non étatiques (GANE), enchevêtrés avec les Etats avec lesquels ils rivalisent et collaborent.

L'immense diversité entre les groupes (1) révèle des conditions d'émergences diverses, en relation avec des phénomènes historiques très différents et qui définissent souvent les rapports complexes et divers que les GANE entretiennent avec la notion de souveraineté et, en pratique, avec les Etats sur lesquels ils opèrent ainsi que ceux qui les soutiennent.

La complexité de l'émergence, de l'évolution et de la disparition des GANE, ainsi que de leurs alliances, entre eux comme avec des puissances étatiques, impose une grande flexibilité et ébranle ainsi un peu plus la stabilité de la gouvernance locale.

## ETATS FORTS OU FAIBLES EN DÉFAUT D'AUTORITÉ

Bien que très marqués par des spécificités identitaires, idéologiques, organisationnelles, de puissance, d'objectifs, de stratégie et de tactiques, tous les GANE partagent une caractéristique commune, à savoir qu'à travers eux s'opère la substitution d'une autorité étatique par une structure sous-étatique ou transétatique. Ils projettent ainsi un agenda politique à partir de marqueurs variés et multiples : politique, religion, ethnie, langue,

(\*) Chercheur associé à l'Université Paris Lumières (France)

(1) Cf. les infographies « Syria » et « Iraq » du projet « Mapping Militant Organizations », Stanford University, disponibles sur le site Internet [web.stanford.edu/group/mappingmilitants](http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants).

territoire, histoire. L'idéologie découle dans la grande majorité d'une combinaison de ces variables.

Pourtant, l'idéologie des GANE est également très souvent, à première vue assez contradictoirement, axée, par le discours, sur la défense de la nation et de l'État, en tout cas d'une certaine idée que le groupe s'en fait. Argumentation communautaire et défense de l'État sont souvent articulées, phénomène déjà amplement observé pendant la guerre civile libanaise et qui perdure d'ailleurs dans le Liban contemporain au travers du système politique confessionnel.

Rapportée aux GANE, cette situation est illustrée par la stratégie dite de « résistance » du Hezbollah. Ce mouvement communautaire chiite a toutefois une prétention rhétorique nationale, avec la revendication régulière par Hassan Nasrallah des territoires de Chebaa et Kfarchouba, et nationaliste, par la défense du Liban contre le double danger des complots extérieurs et des menaces internes (2). Dans la même dynamique, au-delà du discours, le Hezbollah a établi, par le truchement de sa branche sécuritaire, le Conseil du djihad, dont le pilier est la force paramilitaire al-Muqawama al-Islamiyya (Résistance islamique), des forces auxiliaires dont, depuis 1997, le groupe intercommunautaire nommé Saraya al-muqawama al-Lubnaniya ou Brigades de résistance libanaise (3). Cela s'inscrit dans son discours de défense nationale, malgré les opérations extérieures, en défense du régime de Bachar el Assad, allié historique du mouvement, mais aussi en Iraq (4), collaborant avec différentes forces étatiques et non étatiques sur ces deux terrains.

L'émergence de GANE sur un territoire donné laisse généralement à penser l'absence de présence étatique, ce qui n'est pas toujours le cas. Que cette émergence soit faite précisément pour saper l'autorité de l'État (État islamique), la remplacer (groupes révolutionnaires syriens), s'en séparer (Kurdistan turc), pallier son absence tout en affirmant sa souveraineté (groupes pro-régime syrien), le GANE a vocation à se substituer à l'État.

C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle ce phénomène est historiquement ancré au Moyen-Orient, aire où l'édification des États a été difficile et, lorsqu'elle a été réalisée, c'est généralement avec autoritarisme et pour s'implanter en profondeur au sein de la société, souvent sous forme de régimes prétoires (5) et souvent également en instrumentalisant divers groupes armés non étatiques sur leur territoire ou chez leurs voisins pour asseoir leurs pouvoirs. Malgré cette appétence des autocrates du Moyen-

(2) Aurélie DAHER, « Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban : des stratégies complémentaires », *Confluences Méditerranée*, n° 76, 2011, pp. 101-111 ; Chris ZAMBELIS, « Hizb Allah's Lebanese resistance brigades », *CTC Sentinel*, vol. VII, n° 11, West Point Combating Terrorism Center, nov.-déc. 2014.

(3) Robert A. BURKE, *Counter-Terrorism for Emergency Responders*, CRC Press, 2017.

(4) « 'Mission accomplished' : Hezbollah ready to withdraw from Iraq », Sky News, 20 nov. 2017.

(5) Saïd HADDAD, « Les armées arabes et le moment révolutionnaire », in Saïd HADDAD (dir.), *Les Armées dans les révolutions arabes. Positions et rôles*, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 9-18.

Orient pour l'édification d'Etats autoritaires, l'autorité de l'Etat a donc précisément souvent fait défaut, pour de nombreuses raisons – avec naturellement d'importantes spécificités stato-nationales –, dont on ne citera ici que quelques-unes : autonomisme territorial politique et/ou communautaire, ressentiment social vis-à-vis d'une corruption endémique et de la captation des richesses par la caste dominante, rejet des violences d'Etat contre toute contestation du régime et parfois de la gouvernance, gouvernance socio-économique inopérante ou encore inefficacité d'administrations pléthoriques.

Les Etats du Moyen-Orient, présentant des situations toujours différentes, ont toutefois souvent fait montre d'un défaut d'autorité réelle, mal camouflé par une rhétorique officielle peu convaincante, soit parce que les tendances centrifuges étaient trop importantes pour que cette autorité établisse des fondations institutionnelles fortes (au Liban, par exemple), soit parce que les Etats autoritaires ont créé eux-mêmes les conditions de leur rejet par la population, voire parfois même les deux en même temps, à l'instar de la Libye de Mouammar Kadhafi.

Ce manque d'autorité a pour corollaire une faiblesse constitutive de l'Etat, qui s'est révélée de mille manières différentes, de l'aménagement d'espaces de gestion sociétale alternative (délégation des questions sociétales à des autorités religieuses, prééminence de structures de gouvernance locale, systèmes politiques autonomes sur des micro-territoires, gestion communautaire de territoires urbains, extraterritorialité) à des convulsions contestataires, parfois révolutionnaires, contre des régimes qui revendiquent pourtant d'incarner ontologiquement et ultimement l'Etat.

Les GANE constituent de prime abord, en droit, une contestation de l'autorité de l'Etat. Cette contestation est prosaïque, locale, auprès de la population. Les groupes armés non étatiques ne sont pourtant aucunement un phénomène de rupture avec une gouvernance d'Etat efficiente qui serait une normale. Ils s'inscrivent bien au contraire dans la continuité d'un équilibre Etat-GANE, conflictuel ou coopératif, et parfois les deux à la fois, comme entre le régime syrien et l'Etat islamique (6).

Le pouvoir central a en effet tout à fait conscience de ses carences et de la nécessité de composer avec les acteurs qui conditionnent son maintien au pouvoir. En ce sens, les GANE sont des acteurs privilégiés car, étant des ensembles structurés de forces sociales, économiques, politiques et sécuritaires, ils constituent un agrégat centripète, une structure à la fois flexible et puissante de contrôle territorial, aussi dangereuse que potentiellement utile, sur son territoire ou sur celui d'un voisin rival.

(6) « US accuses Syria of backing Islamic State's Aleppo advance », Reuters, 2 juin 2015 ; Benoît FAUCON / Ahmed AL OMRAN, « Islamic State steps up oil and gas sales to Assad regime », *Wall Street Journal*, 19 janv. 2017 ; Liz SLY, « A boost for Assad as the Syrian army makes gains against ISIS in eastern Syria », *Washington Post*, 5 sept. 2017.

## COOPÉRATIONS MULTIFORMES

Les Etats du Moyen-Orient ont parfois conclu, bon gré ou mal gré, des accords, officiels ou tacites, avec les GANE opérant sur des territoires qui sont officiellement sous leur souveraineté ou non.

C'est le cas, parmi de nombreux exemples, de la permissivité de l'Etat libanais à l'égard du Hezbollah dans l'épisode de la « bataille des jurds » à l'été 2017. Le groupe a en effet bénéficié d'une liberté d'action lors de son offensive à Ersal, préalable à l'opération des Forces armées libanaises (FAL) (7), ou encore par l'alliance opérationnelle du régime syrien et du Hezbollah au travers, par exemple, de l'opération conjointe entre le groupe libanais et l'Armée arabe syrienne (AAS), à la même époque, dans le Qalamoun (8). Les Forces armées irakiennes (FAI) et les Forces de mobilisation populaire (FMP) chiites ont également amplement coopéré contre l'Etat islamique (EI), comme ça avait été le cas avec le GANE sunnite Sahwa contre al Qaïda en Iraq (AQI) (9). Les deux exemples les plus flagrants proviennent en effet des Etats syrien et iraquien, dont les régimes ont largement survécu grâce à une délégation de pouvoir aux GANE locaux ou étrangers.

La coordination entre la Force multinationale interarmées de l'opération Inherent Resolve (CJTTF-OIR) et les Forces démocratiques syriennes (FDS) rentre également dans le cadre de coopérations Etats-GANE, même si, dans ce dernier cas, il s'agit d'un partenariat avec des Etats extérieurs à la région. Ces derniers ne correspondent pas aux caractéristiques émises en amont, mais usent de stratégies d'alliance analogues aux Etats de la région.

Naturellement, les formes de coopération entre les Etats ne concernent pas que la tactique, l'interopérabilité et le lancement d'opérations militaires conjointes. Des accords de transfert territorial ont ainsi eu lieu entre le régime et plusieurs groupes armés (10), y compris l'Etat islamique à Yarmouk (décembre 2015) (11) et à la frontière syro-libanaise (septembre 2017)(12). Cela a également été le cas pour l'accord de cessez-le-feu soutenu par l'Egypte entre la Russie et Jaysh al-Islam dans la Ghouta orientale et à Homs en juillet 2017.

(7) Scarlett HADDAD, « Les 'non-dits' de la bataille des jurds », *L'Orient-Le Jour*, 8 sept. 2017.

(8) Laila BASSAM / Tom PERRY, « Syria army launch offensive at Syrian-Lebanese border », Reuters, 21 juil. 2017.

(9) Stephen BIDDLE / Jeffrey A. FRIEDMAN / Jacob N. SHAPIRO, « Testing the surge: why did violence decline in Iraq in 2007? », *International Security*, vol. XXXVII, n°1, été 2012, pp. 7-40 ; Mark WILBANKS / Efraim KARSH, « How the 'Sons of Iraq' stabilized Iraq », *Middle East Quarterly*, vol. XVII, n°4, aut. 2010, pp. 57-70.

(10) Qamishlo en avril 2016, Daraya en août 2016, Al Waer en septembre 2016, Moadamiyah en octobre 2016, al-Tal en novembre 2016, Khan al-Cheeh en novembre 2016, Alep Est en décembre 2016, Wadi Barada en janvier 2017, Zabadani-Kefraya-Foua en avril 2017, Qaboun et Barzeh en mai 2017.

(11) Mays AL-SHOUBASSI, « Syria's 13 'people evacuation' deals », *Al Jazeera*, 16 mai 2017.

(12) « Hezbollah says bulk of IS convoy has left Syrian government area », Reuters, 2 sept. 2017.

La plus extrême des coopérations, au point qu'on peut parler de « *souveraineté hybride* » (13), est certainement l'accord d'extraterritorialité conclu en 1969 lors des Accords du Caire entre Yasser Arafat, représentant l'Organisation de libération de Palestine (OLP), et le général Emile Boustani, commandant en chef de l'armée libanaise. Cet accord ancien a marqué profondément et durablement les relations entre l'Etat libanais et les nombreux et variés GANE palestiniens du Liban (14), parfois liés à d'autres Etats de la région, dont les fonctions varient du sécuritaire à un rôle prééminent dans le tissu complexe de gouvernance propre à chaque camp (15) et qui constituent encore aujourd'hui des « médiateurs » (16). La coopération entre l'Etat et les GANE qui sont un élément majeur de l'architecture complexe des processus de décision dans certains camps s'effectue par exemple autour des questions de justice et de sécurité.

Plus largement, dans la région, les GANE sont des médiateurs dans les conflits entre Etats, relais des intérêts suivant des agendas guidés par des velléités d'ingérence souvent changeantes.

#### TISSU RÉGIONAL COMPLEXE

Cette relation complexe des Etats avec les GANE est, en adoptant une hauteur de vue historique, un phénomène relativisant l'étatisation de la région, que la raison en soit un habitus irrédentiste, un désaccord de répartition stato-territorial ou encore un régionalisme (17) ethnoculturel (panarabisme, pankurdisme, panturquisme) ou religieux (islamisme sunnite ou chiite) ou bien encore, d'une certaine manière, une sorte de synthèse exégétique entre les deux (néo-ottomanisme).

Le régionalisme est *a priori* contradictoire avec le phénomène des GANE qui sont, eux, sous- ou trans-étatiques, mais ce n'est pas le cas pour deux raisons. Premièrement, le régionalisme a vocation, dans sa forme entière, à créer un Etat sur l'ensemble d'un territoire en réunissant des peuples qui l'habitent. Ça aura été le cas des idéologies régionalistes défendues par certains régimes, comme le Baas syrien, ainsi que par certains GANE, qui aspirent à l'étatisation de leur territoire, comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou l'Etat islamique (EI).

(13) Adam RAMADAN, « Hybrid sovereignty and the state of exception in the Palestinian refugee camps in Lebanon », *Annals of the American Association of Geographers*, vol. CVII, n°4, 2017, pp. 949-963.

(14) Harakat al-jihad al-Islami, Harakat al-muqawama al-Islamiyya-Hamas, Harakat al-Islamiyya al-mujahida, Usbat al-ansar al-Islamiyya, Ansar Allah, Front populaire de libération de la Palestine, Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, Brigades des martyrs d'al-Aqsa, le Front démocratique pour la libération de la Palestine ou encore Jihad islamique, as-Saiqa et Fatah al-intifada.

(15) Julien THÉRON, « Moyen-Orient : le grand bouleversement », Rapport de mission au Liban et en Iraq, Université Paris Lumières, à paraître.

(16) Nicolas DOT-POUILLARD, « Between radicalization and mediation processes: a political mapping of Palestinian refugee camps in Lebanon », Civil Society Knowledge Centre, Lebanon Support, 2015.

(17) Comprendre ici la volonté d'union de peuples de la région moyen-orientale et non un séparatisme.

Le régionalisme est donc, en ce sens-là, un étatisme ou, plus exactement, un impérialisme, puisqu'on part toujours d'une base étatique ou proto-étatique à renforcer puis à étendre à un ensemble de territoires connexes. La seconde raison est que, pour arriver précisément à ce but, les promoteurs du régionalisme comptent sur les GANE dans les territoires d'Etats qu'ils comptent acquérir afin qu'ils se substituent à leurs autorités et accomplissent ensuite une jonction. C'est l'idée des différentes milices plus ou moins affiliées au PKK (Parti pour une vie libre au Kurdistan ou PJAK, par exemple) ou encore de groupes affidés de l'EI hors de Syrie et d'Iraq, comme al-Beit al-maqdis, dans le Sinaï. Dans le cas de l'EI, la continuité du territoire n'est pas une nécessité au fait de rejoindre le réseau étant donné que, d'une part, l'idéologie fondamentale du groupe vise une domination globale sans induire la nécessité d'une continuation territoriale et que, d'autre part, la stratégie d'*inhiyaz* annoncée en 2016 acte la déterritorialisation du groupe au sens de l'acceptation d'une fin de la tenue officielle et de l'administration au grand jour de ses wilayas d'Iraq, de Syrie et de Libye.

Qu'il s'agisse de parrainage, d'allégeance ou de formes d'association plus distendues comme les simples coopérations *ad hoc* de différents GANE syriens se coordonnant au sein d'*operation rooms*, tous ont créé des réseaux plus ou moins étendus géographiquement et plus ou moins puissants dans la région. Une finalité commune est souvent une condition d'alliance, *a minima* sur une base consensuelle, mais pas nécessairement. La variable idéologique est fortement préférentielle, mais ajustable en cas de nécessité. Les GANE présentent l'avantage de pouvoir œuvrer plus ou moins clandestinement, d'être flexibles dans leur organisation, leurs opérations et leurs solidarités, mais aussi de ne se considérer tenus par aucune législation – à tort, naturellement, au regard du droit national comme du droit international. Les Etats sont incomparables en termes de soutien pratique (moyens, entraînement, armement, encadrement) et de légitimation politique (discours), diplomatique (action internationale) et, *in fine*, juridique (reconnaissance d'un Etat). Les meilleurs réseaux régionaux sont constitués de GANE puissants, disposant d'autres GANE affiliés dans d'autres Etats capables d'assurer leurs intérêts, ainsi que d'Etat qui leur assurent une couverture stratégique nécessaire à leur action sur le terrain.

La cartographie des réseaux régionaux de GANE est mixte, car elle est liée à des Etats, et complexe, car les réseaux s'entrecroisent et parfois s'interconnectent. On citera pour exemple la branche militaire du Koma civakên Kurdistan (KCK), qui établit un lien entre les Forces de défense du peuple (HPG) du PKK et d'autres GANE kurdes de la région : les Unités de protection du peuple (YPG) et Unités de protection des femmes (YPJ) en Syrie, les Unités de résistance de Sinjar (YBS) dans le Sinjar irakien ou encore le PJAK en Iran. Les formations politiques, comme le Parti pour une solution démocratique du Kurdistan (PÇDK) en Iraq, sont également

en lien au travers du KCK, qui n'est pas qu'un réseau opérationnel. Face à l'idéologie marxiste pankurde du PKK, aucun Etat ne soutient le KCK, bien que quelques-uns aient pu soutenir ponctuellement certains de ses membres, comme les Etats-Unis avec les YPG/YPJ et leurs alliés des FDS comprenant les forces Sanadid de la tribu arabe Shammar, le Conseil militaire syriaque et différents groupes arabes (Thuwar Raqqa, Burkat al-furan ou encore Chams al-chamal). Il est intéressant, par ailleurs, de constater que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), entité politique kurde iraquienne disposant de sa force de Peshmergas, a développé son propre réseau, avec le PDKS en Syrie ou le PDKI en Iran, et que la compétition inter-GANE pour le *leadership* kurde a pu aller de l'affrontement armé entre les factions (Sinjar) à la collaboration (Rojhelat), avec un succès limité, que ce soit en jouant d'un côté surtout la carte de la clandestinité (PKK) ou bien celle de l'officialité (PDK).

L'Etat islamique, quant à lui, aura été une structure inclusive, mais n'en reste pas moins issu du Conseil consultatif des moudjahidines en Iraq, au sein duquel al Qaïda en Iraq (AQI) avait fédéré début 2006 cinq autres GANE djihadistes sunnites opérant en Iraq, avant de transformer le Conseil ou Majlis en Etat islamique en Iraq (EII). Cette stratégie a largement perduré vis-à-vis des autres GANE lors de la montée en puissance de l'EII, qui n'avait pas de situation de prépondérance dans la galaxie des GANE sunnites iraqiens, mais aussi avec des acteurs de terrain, chefs tribaux ou potentats locaux, avec lesquels ils ont dû conclure des alliances afin d'établir leur gouvernance salafiste sur des populations peu enclines à une règle islamiste rigoriste. Or c'est sur ce système d'alliance, composé sous AQI puis l'EII, intégré sous l'EI, puis désintégré progressivement, mais toujours partiellement existant et actif sous l'EI, à partir de mai 2016, que se fonde l'ère post-gouvernance du groupe. Comme le démontrent amplement les attaques très nombreuses, de toute nature et touchant de nombreux territoires à partir de la chute de Mossoul, l'EI est toujours largement actif, mais désormais en clandestinité, en visant la déstabilisation des entités de gouvernance « en surface ».

Bien que ces alliances aient été caractérisées par une tension généralement assez faible entre ses membres constitutifs, la mise en réseau aura été une caractéristique très importante des différentes alliances rebelles syriennes. Hormis les alliances d'opportunité lors du partage de fronts communs contre le régime ou contre l'EI, deux moments auront été particulièrement représentatifs, allant dans le sens d'une structuration particulière des réseaux de GANE. Le premier aura été la tentative manquée de constitution d'une Armée syrienne libre (ASL) avec, d'une part, un noyau d'anciens officiers de l'AAS formés aux tactiques militaires du régime et, d'autre part, une base opérative constituée de déserteurs de militaires du rang et de civils ayant pris les armes, les deux étant bien entendu mélangés au sein de milices locales. Cette tentative aura reçu une attention et un soutien particuliers de la part de plusieurs Etats non



moyen-orientaux, notamment le Qatar, la France, le Royaume-Uni (18) ainsi que les Etats-Unis (19), la Jordanie et la Turquie servant pour le moins de terrains de passage. Malgré une tentative de structuration prometteuse par un Conseil militaire suprême (2012-2014), en lien avec la Coalition nationale syrienne qui était sa contrepartie politique, puis le Conseil de commandement révolutionnaire (2014-2015), l'absence de soutien international décisif et la radicalisation islamiste de groupes rebelles n'ont pas permis à une véritable armée syrienne alternative de cimenter cette galaxie de groupes (20), malgré une nouvelle tentative, sous auspices turcs, d'agrèger des groupes rebelles pour former en décembre 2017 une « Armée nationale syrienne » liée au Gouvernement intérimaire syrien, descendant de la Coalition (21).

Le second moment important pour la mise en réseau de différents GANE aura été en janvier 2017, avec un phénomène centripète qui aura cassé la satellisation des rebelles syriens. A cette époque en effet, des groupes ont été confrontés à une belligérance particulière du Jabhat fateh al-Cham (JFS), ex-Jabhat al-nosra, qui les accusait de conspiration contre lui. Certains groupes avaient accepté les négociations d'Astana avec les Etats ennemis de la révolution (Russie et Iran) et la Turquie, qui soutenait une partie d'entre eux. Par conséquent, ces groupes (22) ont recherché une protection qu'aucun Etat n'était capable de leur assurer, ont rejoint un GANE plus important, à savoir Ahrar al-Cham (AaS), qui ne participait pas à Astana, mais qui a accepté leur incorporation et les a protégés de son parapluie stratégique contre le JFS au travers d'un pacte de sécurité collective.

En réalité, le jeu d'alliance s'était déjà relancé en décembre 2016, avec une déclaration de certains groupes modérés (23) de se constituer en une « *coalition forte* » (24) contre le régime syrien, ce qui allait contre les intérêts du JFS. Il tentait en effet d'opérer une fusion sous sa coupe avec le plus de groupes rebelles afin de gagner en puissance et de se dés-isoler vis-à-vis de la communauté internationale, autrement dit de se légitimer tout en se présentant comme le pôle idéologique et paramilitaire de la révolution. Ce mouvement d'agrégation a posé des problèmes d'alliance à certains groupes, comme Harakat Nour ad-Din al-Zinki, élément révolutionnaire

(18) « Who is supplying weapons to the warring sides in Syria ? », BBC News, 14 juin 2013.

(19) Pour eux, il s'agit de l'ASL, mais aussi de la Division 30 et des éléments de l'ASL au travers de leur soutien aux FDS.

(20) Jennifer CAFARELLA / Geneviève CASAGRANDE, « Syrian opposition guide », Institute for the Study of War, 7 oct. 2015.

(21) Menekse TOKYAY, « Syrian subgroups merge to form new National Army under Turkey's guidance », *Arab News*, 4 janv. 2018.

(22) Jabhat Chamiyah d'Alep ouest, Jaysh al-moudjahidine, Jaysh al-Islam d'Idlib, Suqour al-Sham, Kataeb Thuwar al-Sham et Tajamo Fastaqim Kama Umirat.

(23) Jabhat Chamiyah, Faylaq al-Cham, Jaish al-Islam (nord), Suqoor al-Sham et d'autres groupes de l'ASL.

(24) « FSA groups announce initiative to merge in one strong coalition », Intelligence Group, 28 déc. 2016.

salafiste proche du JFS, mais lié à Ahrar al-Cham par un des sous-groupes de ce dernier, Jaysh al-ahrar.

Ainsi, en réponse à la fusion des groupes de l'ASL avec Ahrar al-Cham, dont le Conseil a rejeté une fusion avec le JFS, ce dernier a opéré son propre regroupement, nommé Hayat tahrir al-Cham (HTS), avec des groupes radicaux plus ou moins importants : Harakat Nour ad-Din al-Zinki, Jaych al-Sunna, Liwa al-haqq, Jabhat ansar ad-din, mais aussi Mujahidu al-ashida, qui était anciennement affilié à AaS (25), comme la Liwa Tamkin, dont le *leader* est toutefois revenu quelques mois après dans le giron d'AaS (26). Cette fusion a été soutenue par les médias Fursan al-Cham, al-Maqalaat, al-Muwahidine, Bilad al-Cham et al-Fustaat (27). Alors que le JFS et AaS avaient collaboré au sein de l'alliance Jaysh al-fath pour prendre Idlib en 2015, cette divergence stratégique de janvier 2017 n'a toutefois pas empêché HTS et AaS de former juste après un conseil commun, localement, dans les environs d'Idlib, avec un troisième mouvement, Faylaq al-Cham (28).

Si le projet HTS a apporté un certain renforcement capacitaire et tactique localement au JFS, qui lui permettra plus tard de s'imposer dans la province d'Idlib, cela n'a aucunement rempli l'ambitieux objectif stratégique et politique de départ, qui était de fédérer un large réseau politico-militaire de GANE révolutionnaires sous sa coupe. Ainsi, à l'automne 2017, Ayman Al-Zawahiri, *leader* d'Al Qaïda, qui avait apparemment approuvé le divorce du JFS en 2016, a tenté, en quête de nouvelles stratégies et devant l'échec du JFS à s'imposer, de reprendre la main, probablement avec un nouveau groupe, le Jamaat ansar al-furqan fi bilad al-Cham, également situé à Idlib. Ce groupe serait d'anciens opérateurs importants d'AQ au sein du Jabhat al-nosra qui auraient démissionné quand celui-ci avait rompu officiellement avec sa maison mère (29) en 2016, et serait désormais affilié à la centrale djihadiste internationaliste (30). Le JFS, pris entre AaS, l'EI (31) et AQ, aurait tenté de réagir en arrêtant plusieurs de ses membres (32).

Cette polarisation autour d'AaS et du JFS a été importante pour la scène révolutionnaire syrienne, mais démontre bien que l'agrégation de différents

(25) Aymenn Jawad AL-TAMIMI, « The formation of Hayyat Tahrir al-Sham and wider tensions in the Syrian insurgency », *CTC Sentinel*, vol. X, n°2, fév. 2017.

(26) *Weekly Conflict Summary*, The Carter Center, 15-21 juin 2017.

(27) « Jihadi media groups celebrate formation of Tahrir al-Sham », Intelligence Group, 31 janv. 2017.

(28) « Tahrir al-Sham, Ahrar al-Sham, Faylaq al-Sham Form Shura Council in Ma'rat al-Numan », Intelligence Group, 20 fév. 2017.

(29) Charles LISTER, « Turkey's Idlib incursion and the HTS question: understanding the long game in Syria », *War on the Rocks*, National Security Network, University of Texas, 31 oct. 2017.

(30) Rita KATZ, « Disarray in the Syrian Jihad is making perfect conditions for an AQ revival », Insite Blog on Terrorism and Extremism, 16 oct. 2017.

(31) Le groupe Jund al-Aqsa, divisé entre HTS et, probablement, l'EI ont posé des problèmes au JFS, qui a craint des infiltrations de l'EI à Idlib à l'été 2017. Cf. Thomas JOSCELYN, « Jihadists claim to crack down on Islamic State cells in Idlib, Syria », *Long War Journal*, Foundation for Defense of Democracies, 9 juil. 2017.

(32) Kyle ORTON, « Former Al-Qaeda in Syria branch arrests members of Al-Qaeda in Syria », *The Orton Report*, The Henry Jackson Society, 28 nov. 2017.

GANE n'a pas permis de tisser des réseaux suffisamment importants pour emporter la décision stratégique ni de gagner en légitimité, face à une configuration régionale défavorable (constance des soutiens du régime syrien, conquête de l'EI ouvrant une nouvelle belligérance, changement de priorité internationale contre l'EI) et la fatigue consécutive des soutiens étatiques de la révolution, vitaux pour les groupes armés syriens qui avaient pourtant un temps réussi ainsi à endiguer la radicalisation (33). Ainsi, pas plus que le JFS, AaS n'a réussi à s'imposer, coincé entre les ensembles composés par les FDS, HTS, l'EI et les forces pro-régime.

Cependant, le grand réseau régional, qui a été un succès stratégique, est une collaboration équilibrée et constante entre Etats (République arabe syrienne, la République islamique d'Iran, la Fédération de Russie) et GANE (Hezbollah, Forces de mobilisation populaire iraqiennes, différentes milices chiites syriennes et étrangères). La parfaite distribution des prérogatives entre la Russie (Conseil de sécurité des Nations Unies, négociations (34), bombardements aériens, forces spéciales, police militaire tchéchène, sociétés militaires privées), le régime syrien (constante rhétorique, guerre conventionnelle, répression politique, renseignements) et l'Iran (soutien et coordination des différents GANE et forces régulières sur le terrain par la Force al-Qods du Corps des Gardiens de la révolution islamique) ont permis, en s'appuyant sur une galaxie de GANE qui n'est certainement pas moins diverse et moins fragmentée que les forces révolutionnaires (35), de l'emporter, bien que cela ne signifie pas un retour *ex ante*. En Syrie, la coordination de la Force al-Qods des différentes forces syriennes (Forces de défense nationale), libanaise (Hezbollah), iraqiennes (Abu al-Fadl al-Abbas, Brigades Badr, Harakat al-Nujaba, Kataeb Hezbollah, Kataib Sayyid al-Chouhada et Asaib Ahl al-Haqq) (36), palestinienne (Front populaire de libération de la Palestine – Commandement général, Liwa al-Qods, Liwa al-Jalil, Quwat al-Jalil) (37), afghane (Liwa fatemiyoun) et pakistanaise (Liwa zainebiyoun) aura été fondamentale pour la survie du régime et même parfois activée pour envoyer un message aux partenaires russes signifiant que l'Iran est indispensable, comme lors de l'amorce du processus d'Astana entre la Russie et la Turquie, rivale de Téhéran.

Au sein de ce réseau, les coopérations transétatiques des GANE régionaux auront été très importantes, non seulement avec les nombreux groupes irakiens présents en Syrie, mais aussi avec le Hezbollah, qui a

(33) Thomas PIERRET, « En Syrie, des salafistes en recul », *Le Monde*, 11 juil. 2013.

(34) Sommets de Genève, Lausanne, Munich et Astana.

(35) Phillip SMYTH, « The Shiite Jihad in Syria and its regional effects », *The Washington Institute for Near East Policy*, fév. 2015.

(36) Philipp SMYTH, « Understanding the organizations deployed to Syria », *Policy Focus*, n°138 (« The Shiite Jihad in Syria and its regional effects »), *The Washington Institute for Near East Policy*, 2015.

(37) Nicolas DOT-POUILLARD, « Le mouvement national palestinien et la crise syrienne : une division contenue », in François BURGAT / Bruno PAOLI (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, La Découverte, pp. 240, 2013 ; Aymenn Jawad AL-TAMIMI, « Bibliography: pro-Assad militias », 30 août 2016, disponible sur le site Internet aymennjawad.org.

collaboré avec d'autres GANE en Iraq, en Syrie et au Liban (38). Nombre de ces développements ont été réalisés et organisés par la Force al-Qods, sous la direction du général iranien Qasem Soleimani, ce qui a permis à Téhéran de se constituer, avec ce réseau de groupes armés en maîtrise des territoires, un corridor territorial jusqu'à la Méditerranée, non essentiel, mais stratégiquement avantageux.

Plus important encore, les différentes entités officielles du régime syrien ont elles-mêmes été liées à des GANE spécifiques, comme l'indique symboliquement le nom de l'alliance Ittihad jaych al-achair (Union de l'armée et des tribus), sous l'autorité de la Garde républicaine. Les formations auxiliaires des forces de sécurité du régime syrien livrent leur guerre contre-insurrectionnelle par leur propre action, mais également avec des GANE qui leur sont spécifiquement affiliés, prenant une pleine part dans le phénomène tout en implantant un pouvoir local sous leur coupe et développant donc progressivement un certain pouvoir par rapport à l'autorité centrale. C'est le cas des renseignements d'Etat (Lions de l'Euphrate), des renseignements militaires (Lions du leader éternel, Fawj maghawir al-Badiya, Quwat dir al-amn al-Askari), des renseignements de l'Armée de l'air (Forces du tigre), de la Garde républicaine (Majmuat nafidh Assad Allah, Forces de sécurité et de soutien populaire, Bouclier de la côte, Liwa sayf al-haq Assad Allah al-Ghalib, Quwat al-difa al-chaabi), de l'armée à Alep (Katibat al-nayrab al-maham al-khasa, Liwa al-Baqir, Fawj al-safira, Fawj nubl wa al-zahara) (39) ou encore de la puissante 4<sup>e</sup> division blindée de Maher al-Assad (Liwa Sayf al-Mahdi) (40).

La « milicisation » (41) de la Syrie a donc lieu dans les zones révolutionnaires, mais également dans la zone « tenue par le régime », par l'action de GANE syriens pro-régime ou étrangers, ainsi que par les liens d'affiliation entre certains groupes et les entités sécuritaires officielles. Cet ensemble de phénomènes a induit ce qui est nommé désormais la « féodalisation » (42) de la Syrie. Du côté du régime, la justification est mixte : idéologique – suivant la ligne du régime syrien d'un complot international contre la « résistance » qu'il incarne – et confessionnelle – un nombre important de ces GANE, syriens et étrangers, pratiquent le *djihad* chiite.

(38) David DAUD, « Hezbollah fighters train Iraqi Shiite militants near Mosul », *Long War Journal*, Foundation for Defense of Democracies, 5 nov. 2016 ; Ahmad MAJIDYAR, « Iran-backed Iraqi militia group vows to fight with Hezbollah against Israel », Middle East Institute, 10 août 2017 ; « Iraqi Shi'ite militia leader visits Lebanese-Israeli border », Reuters, 9 déc. 2017.

(39) Aymenn Jawad AL-TAMIMI, *op. cit.*

(40) Aymenn Jawad AL-TAMIMI, « The local defence forces: regime auxiliary forces in Aleppo », *Syria Comment*, Middle East Forum, 23 mai 2016 ; « Fawj al-Karbala'i: Republican Guard Affiliate », 1<sup>er</sup> janv. 2018, disponible sur le site Internet aymennjawad.org.

(41) Charles LISTER / Dominic NELSON, « All the President's militias: Assad's militiafication of Syria », Middle East Institute, 14 déc. 2017.

(42) Nick GRINSTEAD, « The (last) king of Syria: the feudalization of Assad's rule », *War on the Rocks*, National Security Network, University of Texas, 22 nov. 2017.

Ce phénomène est différent de la situation en Iraq, car les GANE chiites ont des cultures stratégiques différentes au regard de trois origines nettement distinctes. La première est l'ère de Saddam Hussein et les insurrections contre le régime pendant la guerre Iran-Iraq, la deuxième est la première guerre civile iraquienne et la troisième est l'appel de l'ayatollah Ali Al-Sistani contre l'EI en 2014. L'Etat fait donc face à deux écueils de GANE : les Peshmergas kurdes et les milices chiites des FMP. Bagdad tente de limiter le nombre des premiers en jouant sur le financement centralisé d'une force kurde minimale et de limiter le budget alloué au Gouvernement régional du Kurdistan qui, tiraillé par d'autres priorités, aurait du mal à assurer le développement d'une force indépendante du pouvoir central.

Quant aux FMP, la stratégie annoncée devait être double : d'une part, pour les miliciens récents et peu entraînés, une démobilisation et, d'autre part, pour les groupes les plus anciens et les plus aguerris, une intégration aux forces de sécurité. Toutefois, la loi de novembre 2016 a surtout reconnu l'existence et déclaré l'affiliation des FMP à l'Etat. Or ce n'est pas sans problèmes (43), puisque les FMP sont à la fois constitués en plusieurs groupes et réunis par l'allégeance à trois autorités politico-religieuses distinctes (les ayatollah Ali Khamenei et Ali Al-Sistani, ainsi que Muqtada al-Sadr) (44), constituant ainsi une force essentiellement communautaire. Il y a là un dilemme inextricable, car la démobilisation, sur le modèle des milices sunnites Sahwa anti-AQI, serait catastrophique pour la stabilité du pays, l'intégration constituerait un problème de balance confessionnelle et de lien avec des forces politico-religieuses extérieures à la chaîne de commandement militaire et enfin la reconnaissance des groupes leur laisse leur autonomie d'action tout en leur reconnaissant un rôle officiellement. En attendant que l'Etat trouve une solution, issue d'une politique confessionnelle et ayant acquis une aura contre l'EI et une certaine puissance paramilitaire, les FMP sont en situation de force pour un retour sur la scène politique, ce qui n'est pas non plus sans conséquence en termes de gouvernance, notamment vis-à-vis de la population sunnite.

\* \*  
\*

Dans les années 2010, trois phénomènes importants et conjoints peuvent être distingués.

Le premier est celui de la para-étatisation de certains GANE, devenus des milices-Etats. Alors que l'Etat islamique est passé d'une structure groupusculaire et clandestine à une organisation de gouvernance territorialisée sur un vaste espace, levant l'impôt, tentant de frapper monnaie, imposant son ordre et faisant la guerre... avant de retomber en

(43) Sandar AZIZ, « The dangers of the institutionalization of Iraq's popular mobilization units », Fikra Forum, The Washington Institute for Near East Policy.

(44) Renad MANSOUR / Faleh A. JABAR, « The popular mobilization forces and Iraq's future », The Carnegie Middle East Center, 28 avr. 2017.

clandestinité sous la pression militaire internationale et les autres GANE locaux. Le rejet de l'existence de cette entité n'a donc pas produit d'Etat, mais le GANE a créé les conditions pour disposer d'un certain nombre de ses prérogatives régaliennes. Dans le même temps, la fin de la tentative califale marque une certaine résignation et un retour à la stratégie de la clandestinité, rendant la subversion et la déstabilisation plus aisées, ce qui n'est autre que la stratégie d'Al Qaïda. Il est donc logique de voir le malaise stratégique dans lequel évolue le JFS, qui a rejeté la tutelle d'AQ, qui n'a pas pu s'emparer d'autant de territoire que l'EI, qui a dû composer avec les populations locales, qui n'a guère de chance de se voir un jour en situation de gouverner à Damas, mais qui conserve la prétention à se saisir de l'Etat.

Le cas des Peshmergas kurdes irakiens est également intéressant en ce sens que leur rôle avait été plus ou moins reconnu par l'Etat central et qu'ils ont constitué les principales unités sécuritaires du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG), soutenues par les Etats allogènes du CJTF-OIR dans sa lutte contre l'Etat islamique. Toutefois, s'ils répondent à la fois à un ministère régional des Peshmergas, ils sont également tenus par leur affiliation au PDK ou à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), jusqu'à se constituer des GANE *proxies*, comme l'UPK avec les Unités de la plaine de Ninive (NPU) et le PDK avec les Forces de la plaine de Ninive (NPF). Malgré cette synthèse régionaliste communautaire et clanique particulière, les différentes autorités se sont comportées, jusqu'à l'échec du référendum et les rapports difficiles avec Bagdad qui ont suivi, comme un Etat dans les zones que le KRG contrôlait, de la politique de visa aux relations économiques avec la Turquie, de la revendication de souveraineté référendaire à une maîtrise sécuritaire réelle non seulement de son territoire, mais également des gouvernorats de Kirkouk ou de Mossoul et de populations déplacées et réfugiées, de la législation aux représentations diplomatiques à l'étranger.

Le deuxième phénomène s'est fait sous l'effet des *proxy wars* ou guerres par procuration, n'aboutissant pas nécessairement à la prise de souveraineté des GANE, mais à leur contrôle territorial réel sans affirmation de souveraineté, parfois même sans volonté d'une souveraineté. Il s'agit donc d'un renoncement au projet d'étatisation. L'instrumentalisation des GANE, plus prosaïque par nécessité d'apparaître comme des acteurs de stabilité, est passée du contrôle direct à l'ingérence, de l'impérialisme au néo-impérialisme. D'autres avantages ont pu apparaître relativement à ce nouveau phénomène, comme la délégation d'une autorité qu'il aurait été difficile de gérer en tant qu'acteur exogène ou encore le fait que c'est le contrôle réel du territoire qui compte véritablement en termes de géostratégie militaire et économique. L'affirmation politique de souveraineté n'est pas absconse, loin de là, et présente même des avantages politiques et géopolitiques certains, mais elle n'est pas fondamentale en comparaison avec le contrôle territorial.

C'est souvent le cas des groupes minoritaires, comme les GANE turkmènes dans le nord de la Syrie (la Division du sultan Mourad, par exemple) soutenus par la Turquie, souvent trop petits ou diffus pour espérer créer un Etat, ou des YPG soutenus par les Etats-Unis. Ces dernières présentent un profil intéressant, car ils ont réussi à accaparer un pouvoir militaire et territorial important, en s'associant à des forces auxiliaires ne partageant ni la même ethnie, ni le même projet politique – ce qui a été analogiquement le cas des FMP en Iraq, avec en plus des combattants arabes chiïtes qui en constituent la fondation, des combattants turkmènes chiïtes, chrétiens et même arabes sunnites. Contrairement aux GANE révolutionnaires syriens ou aux responsables du Kurdistan iraquien, la branche politique des YPG n'a pas revendiqué d'Etat, ni par le changement de régime central ni par la sécession. Elles n'en ont toutefois pas moins appliqué un programme politique inspiré par Abdullah Öcalan, mais adapté à une situation stratégique fragile, sans, donc, déclarer l'indépendance du Rojava et des territoires sous contrôle du GANE.

Le Hezbollah est un cas particulièrement intéressant, car, présent politiquement dans les rouages institutionnels de l'Etat libanais, jouant le rapport de force au sein de la représentation politique, il jouit de moyens financiers importants, d'un pouvoir économique à ramifications internationales, de réseaux locaux d'action sociale, d'un tissu culturel, d'une représentation religieuse, de relations avec différents Etats, il revendique la protection du territoire national et dispose de capacités paramilitaires considérables dépassant celles des Forces armées libanaises ou des Forces de sécurité intérieure. Il est donc en situation de domination et pourrait théoriquement se substituer ou se saisir de l'Etat. Cependant, il ne le fait pas, car cela ne correspond ni à ses intérêts, ni à sa narration, ni à son agenda. Le Hezbollah est donc à la fois en situation de para-étatisme et de renoncement au projet d'étatisme.

Troisième phénomène enfin, il est notable que dans deux cas, en Iraq et en Syrie, des milices locales, communautaires (les FMP en Iraq et les Forces de défense nationale ou FDN en Syrie) ont été essentielles pour la survie de l'autorité centrale face à la contestation de son autorité par un (Iraq) ou plusieurs (Syrie) groupes armés, avec ce paradoxe : pour assurer sa survie, cette dernière s'est vue contrainte de déléguer son autorité à une galaxie de groupes locaux, dont la professionnalisation et les comportements arbitraires ont plus approfondi les profondes divisions au sein du corps national que l'Etat prétendait ainsi résoudre. Le résultat, c'est le glissement de l'Etat vers une situation d'Etat-milices, où le centre, par nécessité, s'est désossé pour transférer son pouvoir à des autorités autonomes, avec lesquelles l'autorité de l'Etat est aussi faible que le monopole de la force a disparu. Le rapport qui s'établit entre l'Etat et les GANE qui assurent sa survie est *de facto* un rapport de dépendance du premier vis-à-vis du second, rapport qui prend la forme, au mieux, d'un pacte de nécessité, en lui arrojant des privilèges politiques, économiques

ou sécuritaires et, au pire, d'une situation de prise du pouvoir central en cas de désaccord ou de volonté d'un GANE de se saisir, tout simplement, d'un pouvoir qu'il assure par son contrôle sécuritaire du terrain.

Qu'on prenne le phénomène par un bout (milice-Etat) ou par l'autre (Etat-milices), que les GANE souhaitent une étatisation ou se satisfassent d'un pouvoir concret, c'est un même processus d'ensemble qui est à l'œuvre, celui de dilution de la souveraineté par la multiplication de contre-pouvoirs dont la légitimité repose sur la puissance de coercition. Ce processus présente des caractéristiques adaptables à l'ensemble des situations rencontrées : pluralité des autorités, par superposition coopérative ou contestataire et/ou par évolution de l'autorité politique dans le temps ; défaut d'application d'ordre constitutionnel ; absence d'Etat de droit et d'intégrité de la justice au profit de décisions arbitraires à tous les échelons ; sociétés fragiles et précaires dans leurs équilibres internes ; notion de souveraineté étatique contestable et contestée ; un GANE peut être plus puissant qu'un Etat, qui doit éventuellement trouver des soutiens étatiques ou non étatiques, ce qui ne le protège pas, mais transfère autrement son pouvoir à d'autres centres dont il n'est pas maître, sous-étatiques ou étrangers ; modalité et flexibilité des formules politico-sécuritaires entre les GANE et les Etats ; rapport de nécessité des GANE à l'Etat, mais malléable et à fluctuation rapide, avec plusieurs combinaisons entre indépendance, autonomie et dépendance ; phénomène conjoint de concurrence et de coopération entre Etats et GANE et entre GANE eux-mêmes, avec différentes formules (confrontation, compétition, collaboration, adhésion, intégration) ; renforcement des liens trans-étatiques entre GANE, mais aussi entre Etats et GANE, locaux ou étrangers, tissant des réseaux de dépendances complexes sapant la cohésion nationale avec des forces étatiques et auxiliaires étrangères au détriment de la représentativité locale ; ordre régional complexe, instable et changeant rapidement ; impossibilité d'assurer une prospective stratégique suffisante permettant l'investissement économique et, par conséquent, le développement social ; grande probabilité d'apparition de nouveaux GANE sur des bases idéologiques transformées, recherchant à leur tour à établir leur pouvoir, sous forme étatique ou non.

Fragmentés, morcelés, les territoires ont été modifiés et ont rapidement changé de main. La coercition est la raison principale du pouvoir sur des territoires mixtes, dont l'autorité milicienne locale, adoubée ou non par l'Etat, contre la loi, hors la loi ou dans la loi, fait autorité sans souveraineté, où le climat d'impunité révèle des pouvoirs discrétionnaires se distribuant au gré des rapports de force, toujours au détriment des populations et nourrissant ainsi la venue de nouveaux groupes contestataires qui entreront à leur tour dans le processus.